

Interview

SUZANNA CECCARDI

Députée italienne au Parlement européen
membre de la Lega

NOTRE BELLE EUROPE

Découvrons Venise

ÉCOLOGIE PUNITIVE

C'est encore le citoyen qui va payer

MENSUEL MARS 2023 / NUMÉRO 9

VU D'EUROPE

LE MAGAZINE DES DÉPUTÉS RASSEMBLEMENT NATIONAL DU GROUPE *IDENTITÉ ET DÉMOCRATIE*

SUBMERSION MIGRATOIRE EN EUROPE
**IL EST TEMPS DE
REPRENDRE LE CONTRÔLE**





**IDENTITÉ
ET DÉMOCRATIE**



**LES ÉLUS RASSEMBLEMENT NATIONAL
DE LA DÉLÉGATION FRANÇAISE DU GROUPE ID**

**VOUS DÉFENDENT AU
PARLEMENT EUROPÉEN**

JORDAN **BARDELLA** • THIERRY **MARIANI** • DOMINIQUE **BILDE** • VIRGINIE **JORON** • JEAN-PAUL **GARRAUD**
CATHERINE **GRISET** • GILLES **LEBRETON** • JEAN-FRANÇOIS **JALKH** • AURÉLIA **BEIGNEUX** • PHILIPPE **OLIVIER**
ANNIKA **BRUNA** • FRANCE **JAMET** • ANDRÉ **ROUGÉ** • MATHILDE **ANDROUËT** • JEAN-LIN **LACAPELLE**
MARIE **DAUCHY** • ÉRIC **MINARDI** • PATRICIA **CHAGNON**

ÉDITOS..... 4 À 5

Jean-Paul Garraud, Président
de la Délégation française du Groupe ID

Jordan Bardella, Vice-Président du Groupe
Identité et Démocratie

ACTUALITÉS..... 6 À 7

**Pfizergate / Élections en Italie /
Salon international de l'Agriculture**



L'UE AU QUOTIDIENNE..... 8 À 9

**Diagnostics thermiques des logements
Données numériques
TikTok**

SUR LE TERRAIN..... 10 À 13

**ITER : RÉACTEUR
THERMONUCLÉAIRE
EXPÉRIMENTAL
INTERNATIONAL**

*Les dîners-débats et visites du Parlement
Les députés sur tous les terrains
Les conférences de la Délégation*

DOSSIER THÉMATIQUE..... 14 À 19

**FACE À LA SUBMERSION MIGRATOIRE
LA CONTESTATION
MONTE EN EUROPE**

*Pour l'UE, il n'y a pas de crise migratoire,
mais une crise de l'accueil*

*À Calais, en Belgique, au Pays-Bas,
visite des centres d'accueil pour migrants
Tour d'Europe des restrictions en matière
migratoire*

BELLE EUROPE..... 20 À 23



À la découverte de Venise
Itinéraire présenté par Philippe Olivier

ENTRETIEN EXCLUSIF
Suzanna Ceccardi

*Députée italienne au Parlement
européen - membre de la Lega*



TRIBUNES..... 24-25



**AIDE À L'ENFANCE
PAR L'UE, MOINS DE COM,
PLUS DE CONCRET**

Dominique Bilde
Député européen



**VERS UNE NATIONALITÉ
EUROPÉENNE ?**

Gilles Lebreton
Député européen

LU POUR VOUS..... 26

**Profession : agent d'influence
de Philippe Bohn**

ÉDITÉ PAR LA DÉLÉGATION FRANÇAISE
DU GROUPE IDENTITÉ & DÉMOCRATIE AU PARLEMENT EUROPÉEN

Directeur de la publication : Philippe Olivier

Pour joindre la rédaction : Groupe ID - Parlement européen
Allée du Printemps 1, avenue du Président Robert Schuman
Bureau M03075 - 67070 STRASBOURG
contact@id-france.eu

Imprimeur : Agence Unanime

Crédits photos : Adobe Stock & SIPA Presse

Photo 4^e de couverture : Burano/Adobe Stock

Jean-Paul Garraud

Député européen

Président de la Délégation française du Groupe ID

« Immigration : il est temps de faire le bilan »

330 000 entrées irrégulières dans l'Union européenne enregistrées en 2022, soit une augmentation de 64 % par rapport à 2021. Des chiffres records qui appellent à une prise de conscience générale.

L'immigration, sujet tabou européen. Certains pays de l'Union bravant la permissivité bruxelloise décident d'y faire face, d'autres se laissent entraîner ou même participent au mouvement avec les encouragements de l'UE, complètement acquise à une migration indispensable, d'après elle, à notre démographie déficiente.

Ce nouveau numéro de « Vu d'Europe » est consacré à ce sujet à travers le **Pacte des migrations**, ou encore le projet unilatéral allemand du Chancelier Scholz d'accueillir près de sept millions de migrants dans les prochaines années, ce qui impactera durablement toutes nos Nations. Heureusement, certaines d'entre elles ont vu le danger et ont insisté, lors du dernier Sommet européen sur la migration, sur la nécessité de renforcer la protection des frontières extérieures. Dénoncer aux Européens et particulièrement aux

Français l'avenir qui se dessine contre eux est pour nous une priorité. Force d'opposition et de propositions, nous sommes depuis des années les seuls à oser nous dresser contre l'idéologie européiste, le politiquement correct, les discours convenus, et tout ce qui participe au déclin français.

Cette édition, loin de se cantonner à la surface des choses, analysera et démasquera le phénomène et ceux qui ne voient de salut que dans l'abandon et la négation de ce qui a fait la grandeur de la France.

Ce numéro reviendra aussi sur les **relations troubles entre Pfizer et la présidente de la Commission**, sur l'éthique et le gaspillage des fonds publics, sur l'escalade belliqueuse qui anime nos dirigeants, inconscients des risques majeurs qu'ils font courir au monde.

D'autres enjeux stratégiques seront évoqués, comme le **projet ITER** que nos eurodéputés ont visité et dont la France peut être fière.

À travers ce numéro, nous irons jusqu'à **Venise**, ville sublime qui illustre aussi le génie européen auquel nous sommes attachés.

Bonne lecture à tous! ■



Jordan Bardella

Député européen

Vice-président du Groupe Identité et Démocratie

« La France sacrifie son système de retraites pour se soumettre aux injonctions bruxelloises »

Alors que 80 % des Français se déclarent opposés à sa réforme des retraites, le Gouvernement tente de l'imposer en force au Parlement, et clame partout que le recul de l'âge légal de départ est la seule réforme viable. Pourtant, on se souvient qu'en 2019, Emmanuel Macron trouvait « hypocrite » de décaler l'âge légal de départ à la retraite, et estimait qu'il fallait d'abord gagner la bataille du plein-emploi, en particulier pour les seniors.



Que s'est-il passé entre 2019 et aujourd'hui pour provoquer un tel revirement? La pression de l'Union européenne s'est accentuée. Voilà des années que la Commission européenne réclame à la France une réforme drastique de son système de retraites, à travers les recommandations qu'elle adresse dans le cadre du semestre européen.

Retraites : une exigence de l'UE

En 2021, la France s'est embourbée dans le plan de relance européen, un système inéquitable d'emprunts en commun, dans lequel la France devra rembourser à terme bien plus d'argent qu'elle n'en aura reçu. Ce plan de relance contient des contreparties obligatoires : la France a dû transmettre à la Commission un plan de réformes économiques, parmi lesquelles la réforme des retraites figure en bonne place. Dans une interview donnée à Ouest-France en septembre 2020, le ministre Clément Beaune confirmait que la réforme des retraites faisait partie des engagements de la France en contrepartie du plan de relance.

La soumission progressive aux injonctions européennes pose un problème de souveraineté mais aus-

si un grave problème social. L'UE est engluée dans un logiciel idéologique qui n'a pas bougé depuis quarante ans.

Le moins disant social

La libéralisation, la concurrence généralisée, l'alignement des systèmes sociaux de chaque pays vers le moins-disant, restent les trois piliers de son credo. Dans son « livre vert sur le vieillissement » publié en 2021, la Commission considère que l'allongement de la vie professionnelle est la seule réponse à apporter au défi du vieillissement démographique. Ignorant toute considération de justice sociale, la Commission estime que la vie active doit être prolongée jusqu'à 70 ans pour maintenir l'équilibre entre cotisants et retraités!

Rompre avec la logique de l'UE

Le projet inique et injuste de réforme des retraites en France est le rejeton de l'idéologie technocratique bruxelloise. Porter un projet de justice pour les retraites implique d'abord de rompre avec les injonctions européennes et de retrouver une politique souveraine. ■



PFIZERGATE ?

Pourquoi Ursula von der Leyen avait initialement commandé 4,6 milliards de doses de vaccin Covid pour 447 millions d'Européens ?

Alors que la pandémie de Covid-19 a nettement reculé, le volume des livraisons de vaccins passées et à venir pour les États membres de l'Union européenne apparaît comme disproportionné et certains pays, comme la Suède, sont même contraints de jeter ou de faire don de millions de doses excédentaires.

Avec des commandes passées de 4,6 milliards de doses pour 447 millions d'habitants, cela représente plus de dix doses par habitant, un chiffre absolument démesuré alors que les dernières campagnes de vaccination européennes tournent au ralenti.

De plus, la population enregistre une perte de confiance dans ce vaccin qui n'empêche pas de contracter le virus, ni même de le transmettre, et dont la liste des effets secondaires ne cesse de s'allonger.

Pourquoi avoir négocié autant de doses et en toute opacité ?

L'intérêt financier est assurément passé avant l'intérêt sanitaire, d'autant plus que les contrats, négociés par SMS entre Ursula von der Leyen et le PDG de Pfizer, Albert Bourla, sont caviardés et qu'il est impossible d'accéder à ces documents par l'intermédiaire des députés européens.

Alors que la possibilité de réduire la commande que l'UE s'est engagée à acheter auprès de Pfizer-BioNTech pourrait se faire en échange d'un prix plus élevé, notre député Virginie Joron demande de la transparence dans ce dossier comme l'accès aux contrats et les auditions des différents protagonistes.

LA MISSION INTERPARLEMENTAIRE SUR LE WOKISME S'EST MISE AU TRAVAIL

À l'initiative de Philippe Olivier au Parlement européen et de Roger Chudeau à l'Assemblée nationale, un groupe de travail parlementaire s'est constitué. Composé d'une dizaine de parlementaires du RN, il se réunit désormais régulièrement pour engager une riposte intellectuelle et législative au wokisme, cette idéologie de fragmentation et de déconstruction qui s'attaque à notre société et à nos enfants.

Des conférences sur le su-

jet se sont déjà tenues au Parlement européen ; un colloque est en préparation pour avril à Paris.

D'autres initiatives européennes et françaises sont en cours. Roger Chudeau, député RN du Loir-et-Cher, a d'ores et déjà déposé une proposition de loi tendant à interdire l'écriture dite « inclusive » dans les éditions, productions et publications scolaires et universitaires ainsi que dans les actes civils, administratifs et commerciaux.

Si vous souhaitez vous associer aux travaux du groupe de travail par des contributions, des réflexions ou des témoignages : philippe.olivier@europarl.europa.eu

Pour en savoir plus sur le contrôle des mots et donc des esprits, nous vous conseillons la lecture d'un ouvrage de référence : « Malaise dans la langue française » ouvrage collectif sous la direction de Sami Biasoni – Les éditions du cerf (sept 2022)

ÉLECTIONS RÉGIONALES PARTIELLES EN ITALIE

La coalition nationale conforte ses positions

Quelques mois après la victoire de Giorgia Méloni devenue président du Conseil des ministres d'Italie en fin d'année dernière, la coalition qui regroupe Forza Italia, Fratelli d'Italia et la Ligue de Salvini vient de remporter une très belle victoire électorale dans deux régions dont les gouvernements étaient à renouveler : la Lombardie (région de Milan) conserve son président de la Ligue et le Latium (région de Rome) est conquis par un proche de G. Méloni.

La coalition de droite et du centre conforte ainsi sa position politique notamment où le nouveau gouvernement italien fait valoir, face à l'Union Européenne, une politique de fermeté sur l'immigration. Des résultats électoraux de bon augure à 15 mois des élections européennes.

Giorgia Meloni et Matteo Salvini à Milan lors du meeting de fin de campagne pour la Lombardie



MONDE AGRICOLE

AGRICULTEURS, ÉLEVEURS, ILS NOURRISSENT LA FRANCE

Le Salon international de l'Agriculture vient de refermer ses portes. Les députés européens Rassemblement National y étaient pour rencontrer ceux qui nous nourrissent et apporter un message d'espoir : la politique agricole menée par la Commission européenne n'est pas une fatalité, une autre voie est possible !

Durant deux jours, Jordan Bardella et Jean-Paul Garraud, accompagnés d'une délégation de députés européens, ont parcouru les allées du Salon international de l'Agriculture pour aller à la rencontre des acteurs du monde agricole qui subissent de plein fouet une concurrence internationale déloyale, des contraintes normatives délirantes et des attaques continues des écologistes d'extrême-gauche.

Ce fut l'occasion de rappeler que le meilleur moyen de défendre nos agriculteurs est de consommer local et que pour protéger leurs productions l'étiquetage est essentiel.

Dans la France des terroirs comme à Bruxelles, les députés RN ont toujours à cœur de promouvoir l'Agriculture française.



Jordan Bardella accompagné de Jean-Paul Garraud, France Jamet, Gilles Lebreton, André Rougé et Jean-Lin Lacapelle, députés européens RN, au Salon de l'Agriculture

INTERDICTION DES NÉONICOTINOÏDES LA FILIÈRE BETTERAVES EN DANGER

Dans son arrêt du 19 janvier dernier, la Cour de Justice de l'UE interdit l'utilisation des néonicotinoïdes dans l'enrobage des semences, procédé indispensable pour protéger les betteraves des pucerons qui leur donnent la jaunisse. Les betteraviers français se retrouvent donc sans aucune autre solution. Les députés du Rassemblement National en France comme à Bruxelles viennent au secours de cette filière. Patricia Chagnon, Gilles Lebreton (députés européens) et Yaël Ménache (député de la Somme) appuient sans relâche les légitimes revendications de la filière betteravière.

ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE LA COURSE EN AVANT CONTINUE

Dès l'élection de Lula, nouveau président du Brésil, les eurocrates ont décidé de relancer le MERCOSUR. Le MERCOSUR est un accord catastrophique de libre-échange avec l'Argentine, Le Brésil, l'Uruguay et le Paraguay. Juste un chiffre : cet accord faciliterait l'accès à 100 000 tonnes supplémentaires de bœuf dans l'UE ! Nos éleveurs bovins n'ont pas fini de souffrir.



DIAGNOSTICS THERMIQUES DES LOGEMENTS

L'UNION EUROPÉENNE VA AGGRAVER LA CRISE

La directive européenne 2002/91 du 16 décembre 2002 sur la performance énergétique des bâtiments est à l'origine du DPE ou diagnostic immobilier de performance énergétique.

Il a été introduit en France le 1^{er} novembre 2006 par l'ancien Ministre du logement Jean-Louis Borloo (décret du 15 septembre 2006) et fait partie des dispositifs importants du Plan Climat. Comme son nom l'indique, son objectif est d'établir avec précision la consommation énergétique d'un logement. Cette mesure qui se met en place progressivement ne va pas être sans effet sur le marché de l'immobilier.

Logement : la rénovation énergétique à marche forcée

Le logement est le premier poste de charges des Français, avec une part croissante de leurs dépenses contraintes. Ce n'est pas près de changer ; pire cela va s'aggraver avec l'obligation de rénovation énergétique des bâtiments. La classification des bâtiments (de A à G) mise en place par des lois récentes porte non seulement sur l'isolation (« passoirs thermiques ») mais également sur les sources de chauffage avec la pénalisation, par exemple, du chauffage au fioul.

Tout démarre par un diagnostic (DPE : « Diagnostic de Performance Énergétique ») et se conclut, pour certains logements mal classés, par un gel des loyers (entre deux locataires pour les logements F et G) et, à l'avenir, une interdiction de location (pour les logements G à partir de 2025, F en 2028 et E en 2034).

Alors que l'on constate une pénurie croissante de logements, la question du classement énergétique vient donc encore complexifier le problème.

Un facteur aggravant de la crise du logement

L'imposition de ces normes écologiques drastiques pour tous les bâtiments, y compris les bâtiments anciens difficilement aménageables, rend d'ores et déjà de nombreux biens immobiliers très compliqués à vendre ou à louer.

Les conséquences de cette approche très brutale de l'écologie seront innombrables : l'accès au logement va être encore plus difficile puisque de nombreux biens anciens demanderont des frais très importants de mise aux normes. Cela s'ajoutera aux autres tensions sur un marché locatif déjà perturbé par l'augmentation non encadrée des meublés de tourisme mises à la location sur des plateformes bien connues. Les restrictions des

crédits bancaires immobiliers qui suivent la courbe de l'inflation, les pénuries de matériaux comme le manque de personnel et de compétences pour réaliser les travaux d'isolation amplifieront sans nul doute les difficultés.

L'obsolescence d'une partie du parc immobilier

Le résultat s'annonce problématique : la hausse des loyers pour les locataires risque d'être significative ; avec des logements invendables ou inlouables, c'est une part du parc immobilier français qui se trouvera ainsi « neutralisé ». La restriction de l'offre fera, par voie de conséquence, monter les prix des loyers.

De l'autre côté, les grands groupes immobiliers et les gros investisseurs se frottent déjà les mains : de nombreux propriétaires vont être contraints de brader leurs biens.

Il faut donc d'ores et déjà exiger de modérer ces obligations énergétiques et rallonger substantiellement les délais pour les appliquer. La transition écologique ne peut se faire sur le dos des plus modestes.



OÙ PASSE VOTRE ARGENT ? SAVEZ-VOUS QUE VOUS FINANÇEZ LES FRÈRES MUSULMANS ?



Avec l'UE, la promotion du voile est systématique.

L'Union européenne aide des proches des Frères musulmans avec votre argent.

Un rapport accablant de députés montre que la Commission européenne a attribué 42 millions d'euros de subventionnements divers à ces structures entre 2007 et 2021.

Ces financements concernent notamment l'ONG caritative britannique Islamic Relief Worldwide, qui concentre la quasi-totalité de ces subventions, de l'ordre de 40 millions d'euros entre 2007 et 2019, ainsi que l'Université islamique de Gaza (580 000 euros en 2018-2019), la fondation frériste Lokahi (780 000 euros en 2017-2018) et la Muslim Association of Ireland (450 000 euros en 2012) pour un programme sur l'« approche de la charia » : la loi islamique.

Notons en complément le soutien européen à FEMYSO (290 000 euros entre 2007 et 2019), organe proche du pouvoir islamiste turc.

TIKTOK La Commission européenne prend conscience du danger



Il aura fallu la guerre en Ukraine et le spectre d'affaire d'espionnage pour que les institutions européennes comprennent que les nouvelles technologies numériques constituent de chevaux de Troie des puissances étrangères.

Une prise de conscience tardive

Reprenant sans l'avouer les analyses de Donald Trump, la Commission européenne a interdit aux salariés des institutions européennes de laisser l'application TikTok sur leur téléphone. Concrètement, il s'agit d'empêcher l'installation de dispositifs d'écoute ou de récupération de données concernant l'Union européenne. Pour autant, l'espionnage n'est pas le seul inconvénient de TikTok qui remplit la tête de nos enfants de messages racistes anti-français, anti-occidentaux, wokistes ou islamistes. Aucun gouvernement ne semble, pour l'heure, s'en être soucié.

À quand un TikTok européen sécurisé ?

Interdire l'installation d'une application potentiellement intrusive c'est évidemment une précaution nécessaire mais la question qui se pose c'est : pourquoi l'Europe n'a pas été capable de développer un réseau social comme TikTok ?



DONNÉES NUMÉRIQUES Data Act VERS UNE GESTION EUROPÉENNE DES DONNÉES

Dans le cadre de la gestion des données numériques, l'Union européenne a adopté, avec le « Data governance Act » (DGA), un dispositif de régulation qui sera applicable en septembre 2023. Il s'agit de permettre l'exploitation de données personnelles, administratives ou industrielles « en confiance » par le biais d'un « tiers de confiance », c'est-à-dire un intermédiaire agréé. Il devra notamment s'assurer de la légitimité de la transmission des données et du respect par l'utilisateur des principes de protection de la vie privée et du RGPD.

Une réponse normative et tardive

On le voit, l'Union européenne a pris conscience de ses lacunes en matière d'exploitation de données par les entreprises européennes. C'est là un grand pas.

Pour autant, cette réponse normative et de régulation éthique suffira-t-elle à rattraper le retard de l'Europe sur les États-Unis ou la Chine en matière de données ? Rien n'est moins sûr.

DÎNERS-DÉBATS - VISITES AU PARLEMENT RENCONTRES AVEC VOS DÉPUTÉS

Les dîners-débats sur le thème « Où va l'Europe » se poursuivent à travers toute la France. Vos députés vous reçoivent également au Parlement, à Bruxelles ou Strasbourg. Ces rencontres sont essentielles pour évoquer l'Union européenne et ses dérives mais également pour transmettre notre vision de l'Europe telle que nous la souhaitons.

Jean-Lin Lacapelle dans la Loire



Marie Dauchy à Metz



Philippe Olivier à Toulon



Virginie Joron à Dunkerque



Aurélia Beigneux dans le Nord



Mathilde Androuët dans le Loiret



Groupe de visiteurs à Strasbourg, avec Aurélia Beigneux

VOS DÉPUTÉS SUR TOUS LES TERRAINS



Virginie Joron était en mission d'observation lors des dernières élections au Nigéria.



France Jamet était en déplacement à Lorient (Morbihan) à l'écoute des pêcheurs. Multiplication des parcs éoliens, harcèlement par l'Administration et les ONG, explosion des prix du carburant : ça suffit !

Jean-Lin Lacapelle et Thierry Mariani, à Stockholm pour une conférence interparlementaire sur la politique étrangère de sécurité commune et de défense.



QATARGATE UN SCANDALE DE CORRUPTION

Lors de la dernière session plénière, la Délégation française du Groupe ID recevait le journaliste Georges Malbrunot, grand reporter pour le Figaro et spécialiste du Moyen-Orient, pour une conférence sur Qatargate.

Georges Malbrunot a abordé l'influence du Qatar qui touche aussi bien le monde politique, comme le scandale du Qatargate l'a clairement démontré, que le monde sportif et universitaire, ou encore celui des dirigeants d'entreprises. Le Qatar achète une clientèle qui lui sert à défendre ses intérêts lorsque ces derniers sont attaqués et le scandale qui secoue actuellement les murs des institutions européennes n'est sans doute que les prémices d'un mal bien plus profond et étendu encore : « Outre le Qatar, il y a aussi le Maroc et

d'autres pays comme l'Azerbaïdjan ou les Émirats arabes unis aux États-Unis notamment qui pratiquement ce genre de lobbying agressif », a souligné le journaliste. Une récente enquête de Politico vient d'ailleurs de révéler que le directeur général des Transports au sein de la Commission, a bénéficié ces dernières années de plusieurs voyages en classe affaires de Qatar Airways, aux frais du gouvernement qatari ou de la compagnie aérienne elle-même. Le Qatargate pourrait donc bien rattraper la Commission européenne !



Toujours lors de la dernière session plénière, Thierry Mariani recevait deux représentants du collectif des déposants pour débattre de cette situation dramatique et de la façon de relever l'économie libanaise. Le Liban traverse une crise économique sans précédent qui a vu notamment le blocage des comptes épargnes. L'écrivain Daniel Meier évoque dans son livre *le Liban*, éditions Le Cavalier Bleu, 2022 « L'effondrement économique que vit le Liban est la conséquence de la corruption d'un état faible ».

DROGUE NE NOUS LAISSONS PAS INTOXIQUER !

Une conférence sur la drogue dans les campagnes s'est déroulée au Parlement européen de Strasbourg en présence de nombreux parlementaires.



Ce fut l'occasion pour les députés du groupe ID de faire valoir leur analyse sur une question qui agite la société et préoccupe les parents.

Libéralisation : la fausse solution

La libéralisation du marché d'une drogue, en effet, ne tarira pas le trafic puisque d'autres drogues, toujours plus diverses et toujours plus accessibles continueront à être vendues. Le développement du trafic a pour effet de faire baisser les prix et donc de diffuser la consommation.

Les drogues « douces » n'existent pas

Il est erroné de penser qu'il existerait des drogues prétendument « douces ». Toutes ont un effet sur la santé publique. Les études médicales montrent qu'un simple joint présenté parfois d'un air amusé comme « inoffensif » et même ludique attaque les neurones. Les pays comme la Hollande qui ont ouvert la consommation reviennent souvent en arrière en constatant les dégâts de trop de permissivité.

Sanctionner le consommateur

Les députés ont convergé vers l'idée qu'il fallait inverser les termes de la politique en matière de stupéfiants et sanctionner les consommateurs qui alimentent les trafics. L'épouvantable affaire Palmade a montré qu'avec son addiction, le consommateur représente un danger pour lui-même et pour les autres.

Changer la perception

Il convient de leur rappeler que le rôle du politique est de « rendre possible ce qui est nécessaire ». Il y a quelques années, il apparaissait fou d'interdire la cigarette dans les bars, c'est aujourd'hui une règle admise. « Je prends un dernier verre pour la route » qui était une expression presque traditionnelle en soirée il y a quelques années, n'est plus de mise et vaudrait à son auteur une condamnation morale unanime.

Pour la drogue aussi, c'est la sévérité pénale qui engendrera la légitime et indispensable réprobation sociale.

Technologie

EN FRANCE, ON A DES ET ON A LE PROJET

La France accueille sur son territoire la plus grande collaboration scientifique au monde. Près de 4 000 personnes travaillent sur le site du réacteur thermonucléaire expérimental international ITER. Si l'on pourrait croire initialement à un odieux acronyme, le terme vient en réalité du latin « chemin » et unifie les 35 pays du monde associés dans ce projet unique.

Une dizaine de députés français au Parlement européen du Rassemblement National n'a pourtant pas visité ce site pour prendre une leçon d'étymologie mais bien pour mieux comprendre la technique employée à Saint-Paul-Lez-Durance (Bouches-du-Rhône).

Au cœur du projet, une question : l'énergie dite de la fusion, celle du Soleil et des Étoiles, peut-elle produire de l'électricité, sans aucune émission de gaz à effet de serre ?

Les meilleurs scientifiques de la planète sont rassemblés sur le site de Cadarache pour résoudre cette problématique. L'enjeu scientifique est énorme et le défi énergétique est historique, c'est bien l'avenir de la production mondiale d'électricité qui se joue en Provence.

Alors que l'explosion des prix de l'énergie accable nos compatriotes, les élus du groupe Identité et Démocratie n'ont pas manqué de suivre attentivement la description

des progrès effectués sur le site. Parés de leurs tenus de sécurité, les élus ont essayé de tout comprendre au « tokamak », la machine expérimentale qui mobilise les expériences.

Ils n'ont pas manqué d'encourager toutes les équipes présentes sur place et de se réjouir que la France ait été choisie pour abriter l'un des plus beaux exemples contemporains du génie et de la créativité des Hommes.

En sortant des bâtiments, les drapeaux russes, chinois et américains flottent ensemble, à côté des autres participants du projet. La paix, décidément, serait pleine de promesses.



Les députés européens du Groupe ID en mission d'étude sur le site d'ITER.



IDÉES ITER

Les députés RN réunis en séance de travail lors de leur visite sur le site de ITER

QU'EST-CE QU'ITER ? UNE ÉNERGIE DU FUTUR

Le réacteur thermonucléaire expérimental international « ITER » est le plus important projet scientifique au monde. À terme, il ouvrira la voie à une énergie estimée inépuisable. Pourtant nos dirigeants s'en désintéressent. Explications.

Un projet titanesque

Fruit d'un accord international entre 35 pays, ITER est un complexe high-tech construit sur plus de 40 hectares dans les Bouches-du-Rhône. Il pèse l'équivalent de 40 tours Eiffel et engage plus de 40 milliards de budget réparti entre les États de l'Union européenne, la Chine, l'Inde, le Japon, la Suisse, les États-Unis.

L'électricité de demain

Opérationnel aux environs de 2030, ITER est constituée d'une machine expérimentale appelée « tokamak », imaginée par les Soviétiques dans les années 1950 et ici déployée à une échelle titanesque.

Cette technologie doit amener une production gigantesque d'énergie de 500 MW, qui sera convertissable en électricité. Elle est la première étape technologique, pour mettre au point l'industrialisation de la production

d'électricité par fusion nucléaire, avant la mise en place d'un futur réacteur qui produira moins de déchets, consommera moins de combustible et découplera la production d'énergie.

La fusion nucléaire

Ce projet du troisième millénaire est basé sur la technologie de la fusion nucléaire, celle qui alimente par exemple le soleil, les étoiles, les bombes thermonucléaires. Les centrales nucléaires classiques sont basées sur la fission nucléaire.

L'indifférence de nos dirigeants

Malgré la prouesse technologique que constitue ITER et la promesse énergétique que porte cet extraordinaire projet, aucun de nos dirigeants n'a daigné même visiter le site.

PLAN DE RELANCE EUROPÉEN UNE DOUBLE DUPERIE

L'Union européenne se vante d'avoir mis en place « un plan de relance » mais pour nous, Français, ce plan est doublement pénalisant : D'abord parce que nous y contribuons à hauteur de 80 milliards d'€ et n'en recevons que 40. La déperdition pour le contribuable français est donc de 40 milliards d'€.

Ensuite parce que pour les 40 milliards qui nous restent, c'est l'Union

européenne qui détermine le fléchage c'est-à-dire les dépenses autorisées avec l'argent concédé.

Ainsi lorsque nous voulons financer le nucléaire, l'UE nous l'interdit et nous impose le financement de l'éolien.

En clair avec l'Union européenne c'est : « donne-moi ton portefeuille et je te dirais ce que tu as droit de dépenser ».



SUBMERSION MIGRATOIRE EN EUROPE

IL EST TEMPS DE REPRENDRE LE CONTRÔLE



Yvla JOHANSSON
Commissaire européen
aux Affaires intérieures

“ Les migrants sont une part de nous. [...] Nous devons renforcer et souligner un narratif positif sur la migration. Nous ne devons pas avoir peur de la migration, nous ne devons pas avoir peur des migrants. [...] Notre société a besoin des migrants, de l'énergie et de l'ambition qu'ils apportent. ”

Yvla JOHANSSON
Discours prononcé au Forum européen
sur la migration, le 27 octobre 2021

Le citoyen se demande souvent ce qui pousse des dirigeants d'un pays à organiser la submersion de leur pays par une immigration de peuplement. Ce n'est pas la conscience de suivre la volonté du peuple puisqu'une majorité y est opposée. Ce n'est pas la croyance d'importer une richesse puisque chacun sait que l'immigration n'est pas une chance pour nos pays mais un coût direct et indirect considérable. C'est une vision idéologique !



« Pour l'UE, il n'y a pas de crise migratoire mais une crise de l'accueil »

En réalité, ce qui pousse les européens à soutenir l'immigration, ce sont leurs visions idéologiques.

Les ultralibéraux (de droite) croient que l'homme se réduit à sa fonction de producteur ou de consommateur; ils se réjouissent donc de voir arriver de nouveaux consommateurs ou de nouveaux producteurs sur le marché européen. Les internationalistes (de gauche) pensent que les hommes sont des citoyens du monde et qu'ils doivent être libres de s'installer où ils veulent. Ils professent un droit à la migration.

Une position idéologique que la commissaire européenne Ylva Johansson traduit ainsi: « Nous avons besoin de migrants. Notre société vieillit. Nous devons créer de nouvelles voies d'immigration légale » (Figaro 02/02/2022).

Une autre vision de l'homme et du monde : défendre le peuple et les peuples

Les nationaux savent que l'homme n'est pas interchangeable mais est un être de filiation et d'attachement, attachement à sa famille, à son pays, à sa terre, à sa culture, à sa langue, à sa civilisation. Il est, par voie de conséquence, un être de transmission, un héritier et un légataire.

Les nationaux rejettent donc la vision d'un mode gris, uniforme et indifférencié parce qu'ils savent que le monde est riche de ses peuples, de ses cultures et donc de sa diversité.

Être national, c'est défendre cette idée de respect de chacun et de tous, c'est défendre, chez soi, le peuple et c'est défendre, dans le monde, les peuples.

Quel est le principe du Pacte des migrations ?

Le pacte des migrations est un paquet législatif qui vise à transférer aux instances européennes la compétence migratoire dans nos pays. C'est l'Union européenne qui fixera les critères et les quotas à admettre sachant que les expulsions des illégaux seront juridiquement contrariées par l'action d'experts missionnés pour empêcher les états d'agir.

En clair, les Français ne pourront plus décider qui entre et s'installe chez eux, qui doit en partir et, éventuellement, qui doit être expulsé.

La prochaine étape sera pour l'Union Européenne le droit d'octroyer des passeports européens et il lui sera ainsi possible de légaliser et rendre irréversible une immigration planétaire massive.



Fabrice LEGGERI haut fonctionnaire français à la tête de Frontex, limogé pour n'avoir pas voulu transformer l'agence en agence d'accueil pour migrants.

SUBMERSION L'UE AU PIED DU MUR

De plus en plus de pays demandent des frontières physiques, l'UE refuse!

Un nombre croissant de pays européens le demande face à la pression migratoire et parfois du chantage à la migration que font peser certains voisins de l'UE qui utilisent la submersion comme levier politique. En quelques années, les murs de blocage migratoire qui ont vraiment fait la preuve de leur efficacité dissuasive et opérationnelle se sont multipliés en Europe.

Pratiquement inexistant il y a quelques années, on en compte aujourd'hui environ 2000 kilomètres, à la frontière biélorusse ou en Hongrie y compris en France à Calais à la frontière avec la Grande-Bretagne.

Pour faire face à l'incessant chantage migratoire des Turcs, la Grèce a demandé à l'UE de l'aide financière pour la construction d'un mur pour

boucler un tronçon de 192 kilomètres particulièrement sensibles. La Commission Européenne a catégoriquement refusé.

« L'Union ne financera pas « de barbelés et de murs » aux frontières pour empêcher l'arrivée de migrants a déclaré Ursula von der Leyen.

Le tremblement de terre qui fragilise la situation financière et politique de la Turquie comme les tensions internationales entre la Turquie et l'Otan sur le dossier Ukrainien fait peser la menace d'un flux de 5 millions de migrants via la Grèce. Visiblement, Mme von der Leyen ne peut pas ou ne veut pas anticiper.

Rien d'étonnant qu'elle regarde ailleurs puisque pour elle, l'immigration n'est pas un problème mais un projet.





PACTE D'IMMIGRATION DE L'UE UNE ARME DE SUBMERSION MASSIVE

Pour l'UE, l'immigration de peuplement de l'Europe doit se poursuivre. Pour autant, tout doit être fait pour la nier ou l'« invisibiliser. »

Invisibiliser les migrations

Deux images qui montrent les conséquences du laxisme migratoire doivent donc disparaître de l'actualité : les morts en mer et les tentes dans les villes.

C'est pourquoi le pacte pour les migrations prévoit deux volets :

- « *La sécurisation des chemine-ments* » avec la mise en place d'un pont maritime entre l'Afrique et l'Europe qui est concédé aux ONG. La solution réside évidemment dans l'arrêt de toute tentative de traversée. L'accostage en France de l'Océan Viking n'est que l'application par M. Macron du pacte des migrations avant même son adoption.

- « *L'accueil des migrants* » en imposant aux États européens des prestations obligatoires pour les nouveaux arrivés : un logement, un emploi, des soins, des formations, un accompagnement juridique et financier, etc.

Des bateaux taxis

C'est aux ONG, organisations d'extrême gauche, que l'UE a

concédé le pont maritime entre l'Afrique et l'Europe.

Aquarius, Alan Kurdi, Sea Watch, Ocean Viking... ces noms de navires reviennent régulièrement.

En violation évidente du droit maritime, ces bateaux-taxis ne ramènent pas les personnes embarquées vers le port africain le plus proche mais de l'autre côté de la Méditerranée. Une fois les migrants acheminés sur le sol européen, les états sont obligés d'accepter les « relocalisations » c'est-à-dire l'installation des migrants dans les villes et les campagnes.

ONG complices des passeurs

Notons que certaines ONG font l'objet d'enquêtes ou de procédures judiciaires pour collusion avec des passeurs dans le trafic d'êtres humains. C'est pourquoi le pacte des migrations de l'UE a prévu une immunité juridique pour les ONG qui ne pourront plus être inquiétées mêmes en cas de complicité de trafic d'êtres humains.



L'Océan Viking : 60m de long, 15m de large, capacité de plusieurs centaines de personnes. Coût/jour : 14 000 euros.

COMPRENDRE LA NOTION CLÉ

LA « RELOCALISATION »



La « relocalisation » est la notion juridique centrale. C'est la clef de voûte de la politique d'installation d'une immigration dépeuplement dans tous les pays d'Europe.

En langage exact, « relocaliser des migrants » devrait signifier les réinstaller chez eux. Dans le langage européiste « relocaliser » veut dire acheminer les migrants dans nos villes et nos villages et les implanter.

La notion de relocalisation apparaît dans les années 2 000 avec les mineurs migrants. Il s'agit de repartir les mineurs migrants en trop grand nombre par département. Au départ volontaire, cette répartition des mineurs migrants est aujourd'hui obligatoire et fixé autoritairement par le ministre de la justice pour chaque département.

C'est la même logique qui va désormais s'appliquer pour les adultes. Les « relocalisations » qui étaient facultatives pour les états vont devenir obligatoires.

La multiplication des projets d'installation de migrants dans les villages constitue les prémisses de ce que sera le « Pacte des migrations » de l'UE.

LUTTE CONTRE L'IMMIGRATION TOUR D'EUROPE DES RESTRICTIONS EN MATIÈRE MIGRATOIRE

par Jean-Paul Garraud

À l'aide d'une étude inédite de la Fondation pour l'innovation politique, nous avons analysé pour vous les politiques migratoires en vigueur dans les pays membres de l'Union européenne, et le résultat est sans appel : la France fait figure de très mauvais élève en terme de fermeté.

OBTENTION DE LA NATIONALITÉ PAR NATURALISATION :

Au sein de l'Union européenne, la France est l'un des pays où l'acquisition de la nationalité est la plus facile. L'un des critères est la durée de résidence dans le pays dont on veut obtenir la nationalité. Cette durée minimale est de dix ans, par exemple, en Autriche, Pologne, Italie et seulement de cinq ans en France.

REGROUPEMENT FAMILIAL :

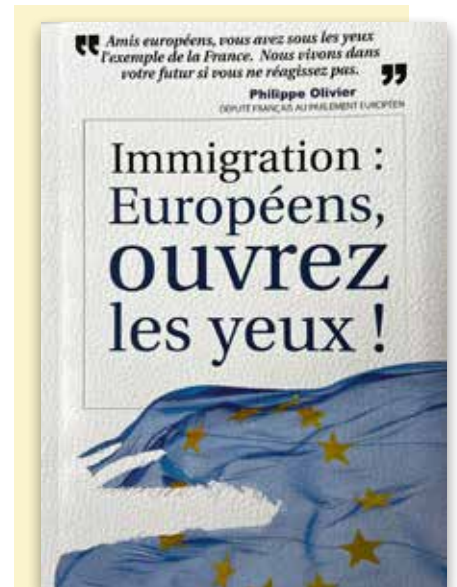
En France, le regroupement familial est l'une des premières sources d'immigration. Il n'existe pas de condition de durée de résidence avant de demander un regroupement alors qu'en Espagne, le regroupant doit résider depuis au moins un an.

Pour les connaissances de la langue, l'Allemagne et l'Autriche exigent des arrivants un niveau élémentaire en allemand alors que la maîtrise du français n'est requise ni pour le résident, ni pour sa famille...

POLITIQUE D'ACCUEIL :

En France, le montant de l'allocation pour demandeur d'asile est de 426 euros par mois si le demandeur n'est pas hébergé. Si le demandeur est placé dans un centre d'hébergement comprenant la nourriture, il touche 204 euros par mois. Il s'agit d'un des montants les plus élevés en Europe. Un demandeur d'asile logé et nourri reçoit mensuellement 71 euros en Suède ou 40 euros en Autriche. Il faut également noter que le traitement des migrants diffère selon leur âge. Les mineurs isolés bénéficient d'aides supplémentaires. Si un individu se déclare mineur mais ne peut le prouver, les autorités judiciaires peuvent recourir à un examen radiologique osseux. Or, en France, cet examen ne peut être réalisé sans l'accord de l'intéressé... En Finlande, si l'individu refuse de procéder à cet examen, cela constitue une raison valable de le considérer comme adulte.

En Hongrie, la loi « Stop Soros » datant de 2018 empêche les migrants de faire une demande d'asile s'ils viennent d'un pays où leur vie n'est pas menacée et fait du soutien aux exilés une infraction pénale.



« Immigration, ouvrez les yeux » est un recueil d'articles de députés européens de toutes nationalités qui posent chacun leur regard critique sur l'immigration.

Réunis et présentés par le député européen Philippe Olivier, ces textes offrent un regard multiple sur un phénomène qui affecte toute l'Europe et fait peser sur toutes les Nations du continent un danger mortel.

Pour recevoir gratuitement cet ouvrage, il suffit d'en faire la demande en écrivant à : philippe.olivier@europarl.europa.eu

Ce bref panel des différentes mesures en vigueur chez nos voisins montre bien les lacunes de la France en matière d'immigration. Au sein d'une Union européenne déjà très accueillante, la France l'est encore davantage, un comble...

VISITE DES CENTRES D'ACCUEIL DE MIGRANTS IL EST TEMPS DE REPRENDRE LE CONTRÔLE!

Alors que le nombre d'arrivées de migrants en Europe atteint et même dépasse les niveaux de 2015, le Parlement européen a envoyé sur le terrain une mission parlementaire à la rencontre de responsables politiques et associatifs. Organisée par la Commission des Libertés civiles, cette délégation parlementaire s'est rendue pendant trois jours en Belgique, en France et aux Pays-Bas pour étudier divers sujets liés à l'immigration.

Pour l'Union européenne, il s'agissait, en réalité, de vendre son funeste « Pacte des Migrations » aux élus participant. Notre député européen Patricia Chagnon qui a participé à ce périple de trois jours décrypte pour vous.



Patricia Chagnon Député européen / Membre de la commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures

Ici avec Éric van der Burg, ministre de l'Immigration des Pays-Bas

BRUXELLES

Entre favelas et décor Potemkine

Les premières visites ont débuté à Bruxelles avec une rencontre des autorités belges et des associations du centre d'accueil de migrants appelé le « Petit Château ».

Première observation : les riverains subissent les va-et-vient de migrants en recherche d'hébergement ou de régularisation, mais aussi les campements sauvages des demandeurs d'asile déboutés qui refusent de quitter le territoire belge.

Pour la venue des parlementaires, comme du temps de Potemkine, le centre d'accueil avait visiblement été astiqué de fond en comble et les migrants présents étaient très peu nombreux.

L'après-midi, la visite du centre d'enregistrement central des demandeurs d'asile en Belgique, le Pacheco, fut surréaliste. La délégation a erré dans des couloirs rutilants et vides. Y avait-il quelque chose à cacher ?



UTOPIA 56 s'est notamment fait connaître lors de la prise d'assaut de la place située devant le Conseil d'État par 400 soi-disant mineurs isolés, le 6 décembre dernier.

UTOPIA 56

La rencontre avec les associations de Calais a montré que l'UE s'appuie sur des associations militantes d'extrême-gauche pour l'aider à définir et mener sa politique migratoire.

Rencontrée par les élus à Calais, UTOPIA56 est une association qui dispose d'un budget annuel de 1,2 million d'euros. À la question « qui sont vos financeurs ? », son président, Yann Manzi, préfère rester allusif « Euh, tout est sur notre site internet ». Pour ces associations mues par une idéologie sans-frontiérisme d'extrême-gauche, il n'y a pas de crise migratoire mais « une crise de l'hébergement », une autre manière de dire que, malgré les milliards déversés, nos pays n'en font et n'en feront jamais assez.

CALAIS

Des associations outrageusement agressives

Le lendemain la mission s'est rendue à Calais. La rencontre avec les élus de la ville de Calais a confirmé l'incapacité de la piètre équipe municipale de Mme Bouchart à prendre en compte le problème. Malgré l'évacuation de la « Jungle », Calais reste une plaque tournante des réseaux de passeurs et du trafic d'êtres humains vers la Grande-Bretagne. Des parties entières de la ville, notamment aux abords du port, sont bordées par d'immenses murs ou grillages surmontés de barbelés. Ces installations irréelles donnent à la ville, par certains endroits, des allures de ville assiégée.

Lors de la rencontre avec les députés européens, les animateurs des associations pro-migrants comme Utopia se sont illustrés par leur agressivité à l'égard de l'État français et par leur esprit outrageusement vindicatif. Le plus inquiétant est de savoir que l'UE entend s'appuyer sur ces organisations d'agitateurs politiques pour appliquer son Pacte des migrations comme elle le fait actuellement avec les ONG de Méditerranée.

PAYS-BAS

Un désastre migratoire annoncé

Lors de la réunion de travail à Utrecht (Pays-Bas), le Ministre de l'Immigration néerlandais a avoué que « le système était à bout ». Il s'est ouvertement inquiété de l'explosion des flux et s'est dit particulièrement préoccupé par l'annonce de nouvelles arrivées en provenance de la Turquie et de la Syrie à la suite du séisme du 6 février dernier.

Mais par pusillanimité ou suivisme, le Ministre s'est contenté, avec un fatalisme éloquent d'impuissance, d'espérer un meilleur contrôle des frontières extérieures de l'UE.

À l'issue de cette visite, force est de constater le décalage entre la vision de l'UE et les réalités, entre les actes et les demandes des États. Partout, les autorités nationales demandent à être épaulées dans la lutte contre le fléau migratoire et attendent un arrêt des flux lorsque l'Union européenne cherche à imposer sa vision et une obligation d'accueil planétaire. ■



Le « Petit Château », centre d'accueil de migrants à Bruxelles

Les forces de l'ordre sur les côtes françaises : vider la mer avec une petite cuillère

Alors que Frontex fait voler un avion le long des côtes françaises pour observer du ciel les mouvements de clandestins sur le littoral de la Manche, les Forces de l'Ordre françaises se déploient sur le terrain ! Malgré le dévouement des agents, la frontière franco-anglaise est loin d'être étanche et l'espoir de réussite suscite toujours de nouvelles arrivées. L'an passé, 2 223 traversées ont dû être gérées, pour 1 113 interceptions et 1 110 traversées réussies.



La folle décision du gouvernement allemand d'accueillir 5 millions d'immigrés, la dangereuse inaction de l'UE

Le gouvernement socialiste allemand de Olaf Scholz s'apprête à faire voter une loi permettant de faciliter l'accueil de 400 000 immigrés par an pour combler, selon lui, les problèmes démographiques que connaît l'Allemagne. Il prévoit d'accueillir près de 5 millions d'immigrés d'ici 2035 ! Avec la libre circulation, dogme intouchable de l'UE, cette folle décision ne concerne pas uniquement l'Allemagne mais va toucher tous les pays européens.



Jean-Paul Garraud, lors de l'ouverture de la dernière session plénière de Strasbourg a demandé qu'un débat sur la décision allemande soit rajouté à l'ordre du jour, la majorité l'a refusé !



À la découverte de *Venise*



Venise, un nom magique, une escapade à s'offrir hors saison, loin de la foule des touristes qui se pressent pour goûter aux charmes d'une cité aux portes de l'Orient, la cité des eaux où les rues sont des rivières et les demeures des palais.

par **Philippe Olivier**

Venise : l'autre nom du mot ailleurs !

Si l'on devait se convaincre du niveau de la civilisation européenne, il suffit de passer quelques jours à Venise, la Sérénissime au Lion ailé, la cité chantée par les poètes, cette passerelle incomparable de l'Occident avec l'empire romain d'Orient, si loin et à la fois si proche.

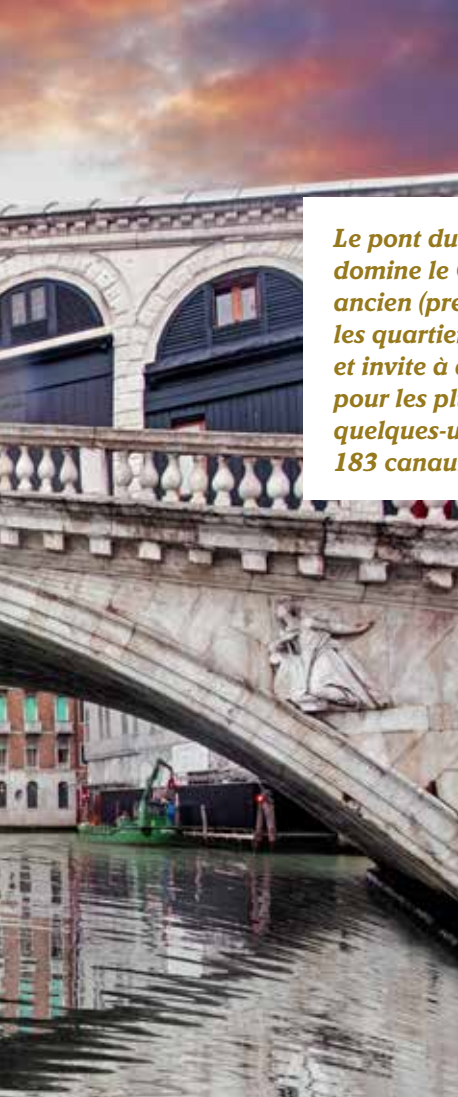
Mille ans d'histoire

Venise, c'est cette république aristocratique qui dura mille ans et défia fièrement le monde de sa puissance commerciale et militaire; ses doges y laissèrent leur empreinte dans la pierre comme sur les mers avec Marco Polo

mais aussi dans l'histoire de notre Europe en stoppant les Ottomans à la célèbre bataille de Lépante.

La pierre et la mer

Venise, c'est cette cité improbable, dressée fièrement au milieu des eaux, qui offre aux visiteurs dès les premiers instants un incomparable dépaysement: le souffle de la mer, le calme d'une cité marine, le rituel des abordages des vaporettos qui voguent d'embarcadères aux îles de la lagune, le mouvement languoureux des gondoles, tout y est une invitation à la flânerie et à la rêverie, à la méditation et à la réflexion, à l'authenticité et au mystère.



Le pont du Rialto est le plus célèbre de Venise. Il domine le Grand Canal. Il est aussi le plus ancien (première construction en 1172). Il relie les quartiers populaires, animés et commerçants, et invite à arpenter les ruelles médiévales et, pour les plus courageux, à découvrir à pied quelques-uns des 438 ponts qui enjambent les 183 canaux de la cité lagunaire.

ruelles étroites, de ses statues au marbre blanc à ses tableaux chatoyants.

Le jeu des ombres et de la lumière

Au détour de chaque rue, dans le recoin des places, derrière chaque porte, au plafond des hautes salles comme aux mosaïques des sols, des splendeurs vous surprennent, vous saisissent, vous emportent ; c'est la féerie d'un coucher de soleil qu'accompagnent les violons de Vivaldi ; une ondulation multi-séculaire entre orgueil et folie, à l'image de ses masques tantôt effrayants, tantôt ravissants.

Venise, c'est la cité des émotions, le rendez-vous des amoureux, des amateurs de spitz aux couleurs électriques, des promeneurs délivrés de leurs soucis, de ceux que rien ne va déranger si ce n'est le clapotis des eaux, le cri des mouettes ou les gentilles sollicitations de pigeons espiègles.

Venise est une ode à notre européenité, un rêve entre le ciel et l'eau, entre la brume et la lumière, une apparition qui glisse inexorablement vers le crépuscule et nous transmet une envoûtante nostalgie de la grandeur... ■

Un coucher de soleil et une douce musique

Venise, c'est un amoncellement de trésors architecturaux ou artistiques, la rencontre de l'art byzantin et du gothique, l'harmonie de majestueux chapiteaux avec de conquérantes colonnes, la combinaison réussie de ceux qui commercent avec ceux qui créent.

Ce foisonnement unique ravit le regard, de ses palais endormis à ses ponts féminins, de ses plaquettes étonnamment larges à ses

À NE PAS MANQUER

BURANO

Prenez la ligne 12 du vaporetto, vous voguerez vers Murano, l'île de la verrerie, ou vers Burano, ce village aux maisons multicolores sorties d'un songe merveilleux. Vous vous baladerez dans de charmantes petites rues, flânerez dans les échoppes qui proposent de véritables masques vénitiens et vous attablerez paisiblement à la terrasse de ses nombreux cafés.



PLACE SAINT MARC

C'est l'endroit incontournable qui réunit autour d'une place bordée d'harmonieuses arcades l'étonnante basilique Saint-Marc aux coupoles byzantines, le massif Palais des Doges mais aussi le mythique café Florian, flamboyant et selec, baroque et intimiste.

À quelques pas, en bordure de la lagune sur le côté du Palais des Doges, on ne manquera pas de faire un selfie devant le « pont des soupirs », qui n'est pas celui des amoureux mais la passerelle des condamnés qui passaient du tribunal aux cachots peu confortables de la prison.



À VENISE, L'EAU SE VOIT, LE SPRITZ SE BOIT



Impossible d'aller à Venise sans déguster un Spritz. La recette authentique se dose à un tiers d'Apérol, un apéritif local composé d'oranges amères, de gentiane et de rhubarbe, deux tiers de prosecco, un vin pétillant de Vénétie, sur lesquels on ajoute une petite rasade d'eau gazeuse. L'Apérol peut éventuellement être remplacé par du Campari, pour encore plus d'amertume. Il

virera alors de l'orange au rouge. Ajoutez une rondelle d'orange amère, une olive piquée sur un bâtonnet et vous obtenez le cocktail tel qu'on le boit aujourd'hui à Venise et dans le monde entier.

Les origines du Spritz remontent au XIX^e siècle, alors que Venise est envahie par des soldats autrichiens. Afin d'adoucir les vins italiens qu'ils trouvent trop forts, ils les coupent avec de l'eau gazeuse. Pour cela, ils demandent aux tenanciers « d'asperger » — *spritzen* en allemand — les vins d'eau. Le spritz est né !

PAUL VÉRONÈSE

Peintre officiel de la République de Venise, Véronèse est l'un des grands artistes qui repensent la peinture européenne avec les couleurs accentuées, le jeu des contrastes et les cycles narratifs. La peinture de la Renaissance s'était caractérisée par une retranscription fidèle et harmonieuse de la nature. Le maniérisme de Véronèse s'en détache en rompant avec l'exactitude des proportions, des perspectives ou des ombres pour accentuer le côté dramatique ou émotionnel des tableaux. Son œuvre influencera toute la peinture postérieure et de nombreux artistes comme Vélasquez ou Rubens puis, au XIX^e siècle, Delacroix et Cézanne.



L'Enlèvement d'Europe par Paul Véronèse - Wikipedia

L'enlèvement d'Europe par Véronèse (Palais des Doges) : à l'arrière-plan, Véronèse a représenté les épisodes successifs qui conduisent Europe sur le dos du Dieu Jupiter qui a pris l'apparence d'un taureau pour enlever la belle princesse phénicienne qui donnera son nom à notre continent.

LA BATAILLE DE LÉPANTE



La bataille de Lépante, à laquelle prit part Venise le 7 octobre 1571, est l'une des plus grandes batailles navales de l'histoire. Dans un affrontement particulièrement meurtrier, elle vit une coalition hispano-vénitienne regroupée dans la Sainte Ligue écraser la flotte turque du Grand-Amiral Ali Pacha et ainsi mettre un coup d'arrêt à l'expansionnisme ottoman en Europe.



Venise, une ville d'eau et de lumière.



Le carnaval de Venise, connu dans le monde entier, date du Moyen-Âge. Il débute 10 jours avant le mercredi des Cendres et s'achève le Mardi gras.

*« Dans Venise la rouge,
Pas un bateau qui bouge,
Pas un pêcheur dans
l'eau,
Pas un falot.*

*Seul, assis à la grève,
Le grand lion soulève,
Sur l'horizon serein,
Son pied d'airain. »*

VENISE
ALFRED DE MUSSET





LA LEGA (LIGUE) : À l'origine, la Lega a été fondée en 1989 par la fusion de plusieurs mouvements autonomistes régionaux du nord de l'Italie, avec pour principal objectif politique de faire de l'Italie un État fédéral.

Sous l'impulsion de Mattéo Salvini qui s'est inspiré de Marine Le Pen, la Lega a adopté une ligne nationale et axé son projet autour de thématiques comme l'immigration, la sécurité et l'identité. Ministre de l'Intérieur, il s'est illustré par une politique extrêmement ferme en matière d'immigration.

Son parcours de leader national et d'élu local fait de lui actuellement une des personnalités importantes du gouvernement formé avec Giorgia Meloni et Silvio Berlusconi et qui dirige l'Italie depuis 2022,

La Lega dirige de nombreuses régions italiennes importantes (Lombardie, Vénétie, Frioul-Vénétie, Ombrie...) et elle fait partie de très nombreuses d'administrations municipales dans toute la péninsule italienne.

La Coalition de centre-droit à laquelle la Lega appartient a remporté de nombreux succès électoraux. Quelles sont les perspectives pour vous et votre pays, l'Italie ?

En Italie, une coalition stable de centre-droit composée de la Lega, de Fratelli d'Italia et de Forza Italia a fini par l'emporter lors des dernières élections générales de septembre 2022.

Lors des dernières élections régionales dans le Lazio et en Lombardie, le centre-droit a triomphé. La Lega est également en forte hausse dans les sondages.

Cela montre que l'enracinement du centre-droit est réel et cela se confirme également au niveau local. La victoire du centre-droit lors des dernières élections générales confère à l'Italie stabilité et autorité.



Susanna Ceccardi

Député européen de la Lega italienne - Groupe ID,
elle est membre de la commission des affaires étrangères

Quelle est la situation à gauche ?

La gauche italienne est divisée et querelleuse.

Les primaires pour choisir la direction du Parti Démocrate, le principal parti d'opposition, ont eu lieu récemment. Elly Schlein, ancienne députée européenne qui s'est distinguée au fil des ans pour ses positions extrémistes, a été élue à la surprise générale.

Elly Schlein incarne parfaitement le modèle de la femme politique woke : activiste de la cause homosexuelle, elle soutient le droit de tous les citoyens du monde à émigrer. Elle pense que limiter l'immigration est barbare ; elle adhère à toutes les folies euro-vertes qui visent à désindustrialiser l'Europe au nom de la nouvelle révolution prétendument écologique ; issue d'une famille riche, elle parle des travailleurs mais n'en a jamais vu un de près.

La partie modérée du Parti démocratique est en profond désaccord avec ses positions et certains prédisent une scission.

Quelle est la clef de votre succès ?

Les Italiens ont récompensé un programme gouvernemental clair basé sur la défense des frontières de l'Italie : défendre les frontières de l'Italie signifie défendre les frontières extérieures de l'Europe. Protéger la sécurité nationale pour protéger la sécurité européenne.

Nous avons promis à nos citoyens de protéger le marché européen des importations qui ne respectent pas les normes de production, de veiller à ce que l'UE signe des accords de libre-échange en gardant toujours à l'esprit que la transition écologique doit être progressive, sans détruire notre agriculture et nos entreprises.

Pour ces derniers, la protection et la valorisation du « Made in Italy » sont une véritable marque qui identifie le génie et la créativité italienne dans les secteurs d'excellence du pays, de la mode au design et de l'architecture à l'agroalimentaire. C'est pourquoi le gouvernement italien a voulu la promouvoir en créant même un ministère ad hoc.

Ce ne sont là que quelques-uns des points essentiels du gouvernement qui préside aux destinées de l'Italie aujourd'hui.

Par quels principes résumeriez-vous votre action économique et politique ?

Une plus grande autonomie énergétique, une plus grande sécurité à nos frontières, la protection des secteurs clés de l'industrie italienne comme l'industrie automobile, menacée par les dérives vertes de Bruxelles.

C'est ce que nous faisons en Italie, c'est ce que la Ligue et moi soutenons chaque jour à Bruxelles comme à Rome. ■



AIDE À L'ENFANCE PAR L'UE MOINS DE COMMUNICATION PLUS DE CONCRET



Dominique BILDE

Député européen
Membre de la commission
emploi et affaires sociales

“ Il est difficile de ne pas adhérer à des perspectives aussi louables, surtout lorsqu'on sait qu'un enfant sur quatre est menacé d'exclusion sociale.

Des moyens d'action dérisoires

Pourtant cette « Garantie pour l'Enfance » dont se félicite la Commission européenne n'est constituée que de 5 % d'un Fonds social européen dont le montant est lui-même déjà dérisoire. Ce dispositif ressemble davantage à une opération de communication de la part de l'UE qu'à une mobilisation prioritaire. Sur le fond, il apparaît en réalité que lutter contre la pauvreté des enfants en Europe commence par garantir des moyens financiers aux parents et l'accès pour tous à des services publics et à l'emploi.

Pour aider les enfants, soutenons les parents

La seule garantie qui vaille, c'est celle de l'emploi et des salaires décents pour leurs parents. Il faut permettre aux familles d'élever dignement leurs enfants. En ce sens, nous privilégions une augmentation des salaires de 10 % en France plutôt que de nous laisser imposer un Smic européen qui ne résoudra rien sur le terrain!

La défense des services publics

Aussi, c'est en mettant au cœur de notre projet la défense des services publics que nous permettrons à la jeunesse d'aller de l'avant. Hôpitaux insalubres, absence de transports publics, fermetures d'écoles : nous refusons que les familles françaises se retrouvent en exil dans leur propre pays car coupées de tout. En quarante ans, ce sont près de 17 000 fermetures d'établissements scolaires qui ont touché la France,

contribuant ainsi à renforcer cet abandon généralisé. Comment éviter la casse quand on ferme nos classes?

Contre cela, nous avons toujours défendu une véritable politique d'aménagement du territoire qui se donne vraiment les moyens d'endiguer l'avancée de ce désert économique, social et pédagogique!

Formation et emploi

Enfin, nous devons offrir des perspectives à la jeunesse, et notamment des perspectives d'emploi. Il faut mener une politique de réindustrialisation ambitieuse, d'accès à nos savoir-faire, ce qui implique orientation et formation.

Stoppons les puits sans fond de l'Union : nos enfants méritent une vraie politique d'avenir.

Nous ne cesserons pas de nous battre pour la mener! ■



**Gilles
LEBRETON**

Député européen
Membre de la commission
des affaires juridiques

VERS UNE NATIONALITÉ EUROPÉENNE ?

La nationalité et la citoyenneté ne devraient pas être confondues, car elles définissent deux niveaux différents d'appartenance à une collectivité. L'Union européenne le sait, mais tente de promouvoir une « citoyenneté européenne » dans l'espoir de faire admettre un jour l'existence d'une « nationalité européenne ».

L'Union européenne, dont le rêve assumé est de substituer un jour un « peuple européen » aux nations de ses États membres, a créé en 1992, par le traité de Maastricht, une « citoyenneté européenne » qui donne à certains ressortissants de l'UE, ceux qui résident dans un État membre autre que celui dont ils ont la nationalité, le droit de voter et de se porter candidats aux élections municipales et aux élections européennes. Elle a donc réussi à imposer un renversement de perspective entre nationalité et citoyenneté : alors que traditionnellement la nationalité englobait la citoyenneté, cette fois c'est la citoyenneté qui dépasse la nationalité.

Toujours plus loin

Bien sûr, cette révolution copernicienne ne s'est pas faite sans résistance des États membres : deux rapports, *Boeselager* et *Budzinski*, qui viennent d'être adoptés par le Parlement européen en février 2023, s'efforcent de la briser par tout un arsenal de recommandations : automaticité de l'inscription des Européens non nationaux sur les listes électorales, « association active des organisations de la société civile » à leur information, développement du vote électronique, et suppression de la garantie qui permet à un

État de subordonner à des conditions restrictives le droit de vote et l'éligibilité des Européens non nationaux qui y résident quand leur nombre est supérieur à 20 % de l'ensemble des électeurs inscrits.

Vers une nationalité européenne

L'enjeu est de taille, car l'UE poursuit en réalité une stratégie en deux temps. Elle veut d'abord renforcer la citoyenneté européenne, par les procédés qu'on vient de décrire et aussi par la création d'une « circonscription européenne » englobant les 27 États membres de l'UE, qui permettrait de déconnecter l'élection au Parlement européen de toute référence aux nations. Une fois cela acquit, elle pourrait alors en tirer prétexte pour suggérer qu'un « peuple européen » s'est superposé aux nations européennes ; elle proposerait alors, tout naturellement, de créer une « nationalité européenne » qui surplomberait la vraie nationalité et permettrait par exemple de transférer à l'UE la compétence de délivrer les passeports, de décider de la politique d'immigration, et de bâtir un droit civil européen.

Face à ce péril, résister est un devoir national. ■

“**L**a nationalité d'un individu désigne son appartenance à une nation, c'est-à-dire, comme l'expliquait Ernest Renan dans sa célèbre conférence de 1882 à la Sorbonne, à une communauté humaine animée par la volonté de revendiquer une Histoire commune et d'assurer un destin commun. Elle implique notamment le droit de séjourner librement dans l'État national et de bénéficier de sa protection. Dans la conception française héritée de la Première République, elle implique aussi l'exercice de la citoyenneté, c'est-à-dire du droit de voter aux élections politiques et de s'y porter candidat.

Inventer « un peuple européen »

En France, la nationalité implique donc la citoyenneté en ce sens que tout national a vocation à participer aux élections. Les étrangers, n'étant pas des nationaux français, y sont au contraire exclus de la citoyenneté.



Lu pour vous

LES AVENTURES D'UN HOMME DE L'OMBRE

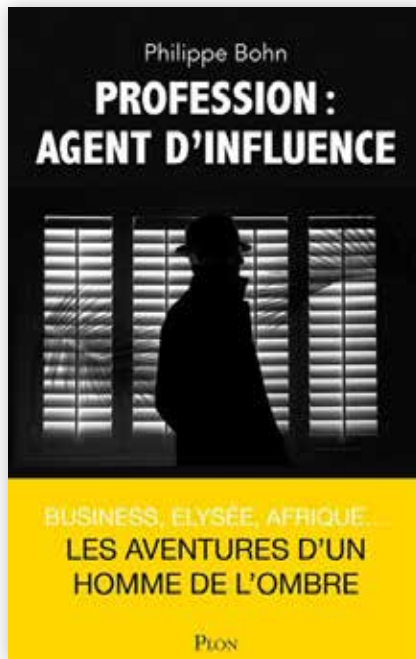
par **Hombeline du Parc**

Roman d'aventure, épopée, témoignage, mais aussi pan de l'histoire géopolitique de notre Nation, concentré sur les relations africaines et moyen-orientales ; ce n'est pas l'histoire officielle, mais les petites histoires qui ont contribué à écrire la grande que l'on retrouve dans cet ouvrage !

L'auteur a, en effet, organisé et participé à de nombreuses opérations de diplomatie parallèle pour des industriels stratégiques et pour le Gouvernement avec, toujours pour seule boussole, les intérêts de la France.

De Kagame à Khadafi, de Savimbi à Madelin, de Guéant à Sirven, de la brousse aux palais présidentiels, des terrains de guerre aux restaurants chics, Philippe Bohn nous livre avec tendresse et humour la manière dont il a créé et tissé des liens avec ces personnages hauts en couleurs.

Il nous raconte aussi le minutieux travail d'équipe, en amont, de recherche et de renseignement, qui consiste à identifier le décideur final, son environnement, ceux qui ont une influence sur lui, dans quel domaine, à quel niveau, finalement tout le détail de la chaîne de décision qu'il convient



« **PROFESSION : AGENT D'INFLUENCE** »
de **Philippe Bohn**
Éditions Plon

de parfaitement connaître et maîtriser pour mener à bien la mission confiée. Et cela, que ce soit dans le cadre de la signature d'un contrat industriel, la protection d'installations pétrolières dans une zone à risque, la transmission d'un message diplomatique à un chef d'État ou rebelle, ou même pour rétablir des discussions paisibles entre deux chefs d'État.

Une fois le décideur final identifié, il faut « verrouiller la cible », c'est-à-dire la rencontrer, établir une relation de confiance mutuelle et l'entretenir dans le temps.

Si l'objectif, de ce que Philippe Bohn appelle l'ingénierie humaine, est l'efficacité dans la réalisation de la mission, il nous montre aussi qu'un investissement personnel sincère, l'honnêteté, la franchise, et la spontanéité ont abouti à la construction de belles amitiés.

Un livre à découvrir !

UNION EUROPÉENNE : UN EMPIRE CONTRE LES NATIONS

Les actes du colloque



Empires et Nations :
une grille de lecture
historique et politique



Tout peut nous laisser penser que nous sommes en présence de l'émergence plus ou moins avouée d'un Empire avec son corollaire, l'impérialisme. Le colloque du 9 décembre 2022 qui a pris pour intitulé « *L'Union européenne : un Empire contre les Nations* » s'est fixé comme objectif d'engager cette exploration qui nous apparaît fondamentale en s'appuyant sur l'expertise politique et historique d'intervenants de très haute qualité.

Les auditeurs de cette rencontre et les lecteurs de ces « *actes du colloque* » y trouveront matière à une réflexion éclairée sur la qualification du phénomène auquel nous assistons. Ils y décèleront les intentions politiques ultimes que les auteurs et promoteurs de l'actuelle construction européenne se sont assignées.



TÉLÉCHARGEZ LES
ACTES AU FORMAT PDF
OU COMMANDEZ
LA VERSION PAPIER



ITALIE BURANO

Burano est une île située au nord de la lagune de Venise. Son rayonnement s'accroît au XVI^e siècle lorsque les femmes commencent à fabriquer de la dentelle qui s'exportera à travers toute l'Europe.

Burano est également célèbre grâce à ses maisons colorées qui bordent ses canaux. À voir !



L'EUROPE UNE CIVILISATION

